

SIG: aides d'Etat et compensations

Réagissant aux projets de textes en circulation sur les aides d'Etat aux services d'intérêt général (SIG), appelés "paquet Monti", et se fondant sur son rapport de janvier dernier, le Parlement européen a interpellé la Commission, le 12 février, sur les points suivants: l'articulation entre les résultats de la consultation sur le Livre vert sur les SIG et le "paquet", la prise en compte de la résolution du Parlement sur le Livre vert, le calendrier de la Commission en ce qui concerne les SIG. Le 18 février, la Commission, réunie en collège, a retiré une partie de ces textes mais en a conservé deux pour lesquels elle a décidé de mener des consultations: une proposition de décision de la Commission exemptant les financements publics à petite échelle, ainsi que les hôpitaux, les entreprises en charge du logement social et les liaisons maritimes avec les îles, dont le trafic annuel ne dépasse pas 100 000 passagers, de l'obligation de notification préalable; un projet de directive modifiant la directive "transparence" pour tenir compte de l'arrêt Altmark (Voir bulletins 144 et 146)

A la question de savoir pourquoi elle n'attend pas que le suivi du Livre vert permette d'y voir plus clair, la Commission répond que "la mesure proposée [...] est destinée à éviter le risque de contentieux sur la question [du financement du service public] "pour les raisons suivantes: 1° il semble que les fournisseurs de services d'intérêt général qui remplissent les critères "Altmark" [...] ne sont pas nombreux, 2° ces paiements compensatoires n'ont généralement pas été notifiés avant d'être mis en œuvre. Dans ces conditions, les opérateurs des services d'intérêt général sont confrontés à un risque de contentieux sur la légalité de ces paiements. La Commission doit pour cette raison agir "maintenant" (souligné dans le texte).

Ce retrait de la Commission est une bonne chose. Néanmoins, la question de l'avenir des SIG est loin d'être réglée. Ainsi, par exemple, la distinction entre services à grande et à petite échelles n'est pas acceptable, les documents se situent dans un processus qui n'est pas encore achevé puisque le Livre blanc qui doit tirer les conclusions de la consultation sur le Livre vert sur les SIG n'est pas prêt. On peut s'interroger, aussi, sur ce qui justifie l'urgence dont parle la Commission ("maintenant"), ainsi que sur les éléments précis qui lui font avancer que peu de fournisseurs de SIG remplissent les critères Altmark.

Aides publiques au transport aérien à bas prix

Suite à une plainte introduite au sujet des aides attribuées à la compagnie Ryanair par le gestionnaire de l'aéroport de Bruxelles Charleroi (Belgique), la Commission a rendu sa décision le 11 février dernier. Aux termes de cette décision, Ryanair ne devra rembourser qu'une partie des aides, car l'avantage dont a bénéficié la compagnie, contribue aux objectifs de développement régional de l'Union. C'est la partie accordée "secrètement" sous forme de ristourne .../...

SIG : State aid and compensations

Reacting to draft texts, called "the Monti package", on State Aid to Services of General Interest (SGI), which are currently circulating, and basing itself on its last January report, the European parliament, on 12th February questioned the Commission on the following points: the link between the outcome of the consultation on the Green paper on SGI and the "package", the taking into consideration of the Parliament's resolutions on the Green Paper and the Commission's agenda as regards SGI. On 18th February, the Commission, meeting in a collegiate, withdrew some of these texts but maintained two on which it has decided to conduct consultations: a decision proposal by the Commission, exempting from the obligation of prior notification, small scale public funding as well as hospitals, companies responsible for social housing and those responsible for maritime transport links to islands whose annual passenger traffic does not exceed 100 000; a directive draft amending the "transparency" draft in order to take into account the Altmark judgement (see bulletins 144 and 146).

On the question why it does not wait until the follow up to the Green paper makes matters more clearer, the Commission replied that "the proposed course of action [...] is aimed to avoid the risk of disputes on the issue [of the funding of public service] "for the following reasons: 1° it appears that providers of services of general interest who fulfil the "Altmark" criteria [...] are not many, 2° these compensatory payments had, in general, not been declared before being effected. Under such conditions, operators of services of general interest are confronted with a risk of dispute on the legality of these payments. For this reason the Commission has to react "now" (underlined in the text).

This withdrawal by the Commission is welcome. However, the problem of the future of SGI is far from being resolved. For example, the distinction between large and small scale services remains unacceptable, corresponding documents are engaged in a process which is not complete yet, since the White Paper which is to draw conclusions from the consultation on the Green paper on SGI is not yet ready. One would wonder, also, why there is such urgency as is mentioned by the Commission ("now"), and what justification there is leading the Commission to argue that only a few of the SGI providers fulfil the Altmark criteria.

Public aid to low price air transport

Following a complaint on the subject of aid granted to Ryanair by the management of the Brussels Charleroi airport (Belgium), the commission issued a decision on the subject on 11th February. According to it Ryanair is required to pay back only part of the aid it received, since the benefits enjoyed by the company contribute towards the objectives of the Union in regional development. However, part of the aid awarded "secretly" in the form of reduced .../...

sur les redevances d'atterrissage (environ 30% des aides) qui devra être remboursée, car toutes les compagnies auraient dû bénéficier de la même mesure. Ryanair va faire appel de la décision devant la Cour de justice européenne. Le ministre irlandais s'est dit "très préoccupé pour l'aviation irlandaise et européenne". L'Association internationale des aéroports (ACI) a appelé la Commission à présenter rapidement des orientations claires sur les accords entre aéroports régionaux et compagnies aériennes afin de lever l'incertitude juridique. De leur côté, un grand nombre de parlementaires européens ont réagi, à titre personnel, de manière positive à la décision, notamment sur l'aspect du financement indirect des compagnies à bas prix par les contribuables.

Temps de travail

Le Parlement européen a adopté, le 11 février dernier, par 370 voix pour et 116 contre, le rapport du député Alejandro Cercas Alonso (PSE, Espagne) dans le cadre de la consultation sur l'éventuelle révision de la directive 93/104/CE sur le temps de travail. Ce rapport demande, notamment, que la future législation sur le temps de travail impose aux États membres, actuels et futurs, de respecter un maximum de 48 heures de travail par semaine et que cesse "l'abus généralisé de la clause de "l'opt out", particulièrement au Royaume-Uni". Cependant, pour les partisans de "l'opt out", celui-ci doit être réellement volontaire et des dispositions doivent pouvoir empêcher que les travailleurs le choisissent sous la pression des employeurs, et, selon certains parlementaires libéraux britanniques, "l'opt out" est crucial pour l'économie britannique et tient compte des importantes différences de structures du marché britannique du travail et des autres marchés (voir également bulletin 144).

Galileo

L'Union européenne et les États-Unis sont parvenus, le 27 février dernier, à un "accord préliminaire" sur la compatibilité de leurs systèmes de navigation par satellite, respectivement Galileo et GPS, pour 2008. L'accord définitif devrait être signé au sommet Europe/États-Unis de juin prochain. Rappelons que la Chine a signé en octobre dernier un accord de participation financière à Galileo (voir bulletin 140) et que la Russie a son propre système, Glonass.

26 mai : une politique européenne pour les SIG

Le CELSIG organise, le 26 mai prochain, au Comité économique et social européen, à Bruxelles, une journée sur "Services d'intérêt général et cohésions : une politique européenne pour les services d'intérêt général".

La journée comportera deux parties, la première sera consacrée à la question du financement des SIG, la seconde à la question d'une politique européenne des SIG.

Les débats se termineront par un "Appel aux candidats aux élections européennes".

Réservez votre journée, le programme sera disponible prochainement.

landing fee (about 30% of the aid) is supposed to be paid back, because all airlines should have enjoyed the same benefits. Ryanair is to appeal against the decision before the European Court of Justice. The Irish Minister expressed "serious preoccupations for the Irish and the European aviation". The Airports Council International (ACI) has asked the Commission to rapidly present clear orientations on agreements between regional airports and airlines in order to lift the legal uncertainty on the issue. On their part, a large number of European Parliamentarians have reacted, on personal basis, positively to this decision, in particular, to the aspect of indirect funding of low price airlines by tax payers.

Working time

The European Parliament, on 11th February, adopted by 370 votes for and 116 against, the report by a Member of parliament Alejandro Cercas Alonso (PSE, Spain) as part of the process of consultation on the possible revision of directive 93/104/EC on working time. The report is asking, in particular, that the future law on working time should oblige all Member States, current and future, to observe the maximum of 48 working hours per week and that there should be an end to the "generalised abuse of the "opt out" clause, in particular in the United Kingdom". However, for proponents of the "opt out", this clause should be really voluntary and some measures should be taken to ensure that workers do not choose to go for it under pressure from their employers, and according to some British liberal parliamentarians, the "opt out" option is crucial to the British economy and takes into account significant variations in the British labour market structures and other markets (see also bulletin 144).

Galileo

The European Union and the United States, on 27th February, reached a "preliminary agreement" on the compatibility of their satellite navigation systems, respectively, Galileo and GPS, by 2008. The final agreement should be signed at the Europe/United States summit in June 2004. Last October China signed an agreement for financial contribution to the Galileo project (see bulletin 140), and Russia has its own system, Glonass.

26 May: A European policy for SGI

CELSIG will, on 26 May 2004, organise a workshop at the European Economic and Social Committee in Brussels, on "Services of general interest and cohesions: A European policy for services of general interest"

The workshop will be divided into two parts, the first will be devoted to the question of funding SGI, the second will be on the question of a European policy for SGI.

Debates will end with a "Call to candidates in the European elections".

Please send in your reservations for the workshop now, the program will be made available soon.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.